

**PROJET, ACCOMPAGNEMENT DE LA JEUNESSE ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DANS LEURS
INITIATIVES DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE « ACTIF 2 »**

Termes de référence de Consultance

**ETUDE DE VULNERABILITE DE LA JEUNESSE DANS LES REGIONS DE
TOMBOUCTOU ET GAO**

Lieu de l'étude : Régions de Tombouctou et Gao

Durée indiquée : 35 jours

Période de consultance : du 18 janvier 2021 au 5 mars 2021

Financement : Agence Française de Développement (AFD)

Novembre 2020

1. CONTEXTE

La Région de Tombouctou, zone d'intervention du projet ACTIF2, est la 6^{ème} région administrative du Mali avec une superficie de 49 792 600 ha soit 497 926 km², une population estimée à 927 612 habitants (2019) avec une densité de 2 habitants/km². Elle est composée de plusieurs cercles à savoir: Le cercle de Goundam avec 208 026 habitants, le cercle de Diré avec 150 747 habitants, le cercle de Niafunké avec 241 173 habitants, le cercle de Tombouctou avec 175 033 et le Cercle de Gourma Rharous avec 152 633 habitants. La région de Tombouctou compte 51 communes. C'est une région en grande partie impactée par l'avancée du désert par le nord. Au sud cependant, la présence du fleuve Niger et de son delta intérieur, ainsi que de nombreux marigots, étangs et lacs, permettent d'importantes et intenses activités agricoles. La Région de Tombouctou est peuplée par les Songhais, les arabes, les Touaregs, les peuhls et les Bambaras.

La Région de Gao, zone d'intervention du projet ACTIF2, a une superficie est de 171 000 Km² avec comme chef-lieu la ville de Gao. Elle est limitée au sud et à l'est par la Région de Ménaka (un ancien cercle de la Région de Gao érigé en Région en 2016), au nord par la région de Kidal et à l'ouest par la région de Tombouctou. Elle est traversée par le fleuve Niger avec un climat sahélien. Tout comme à Tombouctou, la région de Gao est habitée principalement par les Songhaïs, les Bozos, les Touaregs, les peuhls, les arabes et les Bambaras. La région de Gao compte 646 000 habitants. Elle est composée de plusieurs cercles à savoir: Le cercle de Gao avec 329 280 habitants, le cercle d'Ansongo avec 181 391 habitants et le Cercle de Bourem avec 159 956 habitants. La région de Gao compte 18 communes. Les populations pratiquent principalement l'agriculture, la pêche, l'élevage (pastoralisme), le commerce et l'artisanat.

Sur le plan sociopolitique, le Mali connaît depuis 2012 la plus grande crise sécuritaire de son existence en tant qu'État indépendant. En effet, le pays vit la combinaison de deux grandes crises : d'une part, la rébellion armée et d'autre part les groupes terroristes islamistes qui ont occupé toutes les régions du Nord dont les 2 régions d'intervention du projet ACTIF 2, ouvrant la voie au pillage et à la fragilisation de populations déjà meurtries par les effets d'un climat peu clément (manque d'eau, insécurité alimentaire, inondations cycliques...).

Les incidents sécuritaires dans ces deux régions trouvent principalement leur origine dans la criminalité, avec en moyenne 50 incidents criminels par mois pour un total de 66% des incidents totaux en 2018 contre 50% début 2020. A contrario, les incidents en lien avec les Groupes Armés Radicaux (GAR) ont été multipliés par 2 entre 2018 et 2019.

L'instabilité qui s'est installée dans la région nord a contribué à la paupérisation des communautés qui ont vu s'effondrer leurs mécanismes de survie ou capacités de production. L'économie locale s'est effondrée avec la crise au nord Mali. Le manque d'emplois, le sous-emploi et la perte d'emplois temporaires affectent énormément les jeunes des régions de Tombouctou et Gao. Le tourisme, jadis un des secteurs porteurs des revenus de différents ménages et beaucoup pratiqué par les populations urbaines maliennes, s'est effondré par l'effet de l'insécurité. L'artisanat, les petits commerces, l'hôtellerie, les secteurs touristiques sont impactés au plus haut point. En effet, depuis 2012, la crise malienne est dominée par une insécurité multiforme. Les conflits récurrents dans le nord Mali affaiblissent les moyens de subsistance de millions de personnes, les empêchant de subvenir à leurs besoins et altérant leur capacité de résilience aux chocs. Plus de la moitié des ménages a subi au moins un choc (toutes natures confondues) principalement dans les régions de Gao (65,2%) et de Tombouctou (60,5%) (OCHA, 2016).

La situation humanitaire est dominée par un afflux de déplacés qui fuient les zones des conflits à travers les deux régions. 80 681 personnes déplacées ont été répertoriées en février 2020 dont 58 040 à Gao et 22 641 à Tombouctou. Il en est de même des personnes retournées qui regagnent leurs zones de provenance une fois sécurisées (149 320 à Gao et 294 338 à Tombouctou pour un total de 444 258 personnes).

Les mouvements incessants des populations ont perturbé l'équilibre de production agricole (occupation/perte des actifs productifs telle la terre, perte de main d'œuvre, baisse des investissements dans le secteur (accès limité aux intrants, perturbation des marchés), faible encadrement des producteurs, etc.), exposant les ménages à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition qui affecte principalement les enfants de moins de 5 ans, les femmes allaitantes et enceintes. La Région de Tombouctou renferme 113 536 personnes en situation d'insécurité alimentaire et 102 710 personnes en situation similaire dans la Région de Gao.

Le chômage est au cœur de l'extrême vulnérabilité économique et sociale des jeunes qui sont tentés par le recours à différentes stratégies pour sortir de leur statut. Cet état de précarité est aggravé par le fait que les structures universitaires dispensent chaque année à des milliers de jeunes des formations « qui ne garantissent pas leur employabilité car inadaptées aux réalités d'emploi. La formation professionnelle est très peu valorisée (toute la région de Tombouctou ne compte qu'un seul établissement public professionnel). Pire, les établissements publics de formation dans le tertiaire en adéquation avec les besoins du marché de travail dans les régions respectives (commerce, marketing, la communication d'entreprise, etc.) sont inexistantes.

Ainsi, face à ce contexte menaçant fortement l'autonomisation des jeunes et pour contribuer au développement économique local, durable et inclusif des régions de Tombouctou et Gao, le projet ACTIF 2 est une initiative développée par HI en concertation avec les Conseils Régionaux de Tombouctou et Gao et avec le partenaire ENDA Mali.

Spécifiquement, le projet interviendra dans 10 communes des régions de Tombouctou et Gao pour soutenir les initiatives de formation et d'insertion professionnelle des jeunes et des personnes handicapées dans la tranche d'âge de 18 à 40 ans.

Le projet s'articule autour de deux (02) axes principaux à savoir :

- **La formation et l'insertion professionnelle**

Identification des jeunes, alphabétisation, placements en centres ou ateliers pour la formation professionnelle et créations d'emplois (auto emploi)

Accompagnement de jeunes vers l'emploi salarié

- **Le renforcement de capacités des collectivités locales à soutenir le développement économique et social inclusifs de leurs communes**

Contribuer à un environnement favorable pour la création rapide d'emplois au profit des jeunes vulnérables dans les régions de Tombouctou et Gao, tout en soutenant et/ou rétablissant la confiance dans les capacités des collectivités locales.

D'une durée de quatre (04) ans (janvier 2021 – décembre 2024), le Projet ACTIF 2 permettra la remise en route de services de formation de qualité pour la jeunesse dans les zones impactées par la crise sécuritaire ainsi que le renforcement de la capacité des pouvoirs publics en charge de ces services à jouer leur rôle de pourvoyeurs des services essentiels dans les régions de Tombouctou et Gao.

Pour atteindre le premier objectif spécifique « Améliorer l'accès à des opportunités économiques viables pour les jeunes à risque d'exclusion à travers le renforcement de leurs capacités économiques et sociales », le projet prévoit une étude sur la vulnérabilité de la jeunesse dans les régions de Tombouctou et Gao. Cette étude sera une étape préalable pour nourrir la réflexion sur l'approche à utiliser pour le ciblage des jeunes bénéficiaires et contribuera à la sélection des communes d'intervention du projet.

2. OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif global de l'étude est de mieux connaître la situation de vulnérabilité socioéconomique¹ et la vulnérabilité à la crise² des jeunes dans les régions de Tombouctou et Gao afin d'apporter une réponse adaptée aux aspirations des jeunes et faciliter leur intégration rapide et durable dans le développement économique et social de leurs régions respectives.

Spécifiquement, l'étude a pour objectifs de :

- Dresser un état des lieux de la vulnérabilité socioéconomique et la vulnérabilité à la crise socio-politique des jeunes dans le contexte actuel (période à préciser) des régions de Tombouctou et Gao et en identifier les principaux facteurs et parties prenantes;
- Analyser les causes conjoncturelles et structurelles qui sont à l'origine des conditions des jeunes dans les régions de Tombouctou et Gao, notamment les barrières à leur insertion économique;
- Sur la base de ces facteurs, identifier et analyser les différentes catégories socioéconomiques des jeunes (profil par niveau de vulnérabilité) dans le contexte actuel (période à préciser) des régions de Tombouctou et Gao ;
- Identifier les différents groupes sociaux/communautaires des régions cibles les plus vulnérables et les instances de représentation des jeunes lorsqu'elles existent, analyser les dynamiques entre ces différents groupes et la manière dont elles affectent les différentes catégories socioéconomiques des jeunes ;
- Dégager les problématiques prioritaires en termes d'amélioration des conditions de vie des jeunes et dégager des pistes d'amélioration de leur situation en fonction des opportunités économiques disponibles.;
- Identifier les besoins et les attentes des jeunes surtout en lien avec leur insertion économique et proposer des recommandations en vue d'adopter des réponses de réduction de la vulnérabilité des jeunes pour un développement durable des régions de Tombouctou et Gao.

Lors des analyses, les dimensions genre, handicap, âge, déplacés forcés, etc. seront prises en compte de manière explicite, car HI porte une attention particulière à ces facteurs susceptibles d'être générateurs d'inégalité et de rapports de pouvoirs. Cela permettra de prendre en compte les inégalités sociales et les rapports de pouvoirs qui en fonction des contextes/constructions sociales sont une source de vulnérabilité. Les résultats de cette étude nourriront la réflexion sur le ciblage des bénéficiaires.

3. LES QUESTIONS CLES DE L'ETUDE

Les questions auxquelles l'étude sur la vulnérabilité de la jeunesse devra répondre sont les suivantes :

- Dans quelle mesure et en quoi les jeunes sont vulnérables (vulnérabilité socioéconomique et vulnérabilité à la crise) dans les régions de Tombouctou et Gao ?
- Qui sont les jeunes vulnérables et pourquoi sont-ils vulnérables (sur le plan socioéconomique et vulnérabilité à la crise) ?
- Quelles sont les différentes catégories socioéconomiques au sein de la jeunesse ? Les différents groupes sociaux/communautaires et/ou sous-groupes sociaux les plus marginalisés ?
- Comment les dynamiques locales affectent-elles les différentes catégories de jeunes ?
- Quelles sont les conséquences de ces deux types de vulnérabilité et leurs interactions (vulnérabilité socioéconomique et vulnérabilité à la crise) ?

¹ Entendue comme fragilité matérielle ou sociale à laquelle est exposé un individu, notamment du fait de son niveau de ressources

² Forme de vulnérabilité qui se base sur une analyse des dynamiques locales et socio-politiques.

- Quels sont les principaux besoins et attentes exprimés par les jeunes ciblés par l'étude ? En distinguant selon le genre et le handicap.
- Quelles sont les instances représentatives de la jeunesse et comment fonctionnent –elles ?
- Que faire pour réduire la vulnérabilité (vulnérabilité socioéconomique et vulnérabilité à la crise) des jeunes ?
- Que faire pour réduire les barrières au développement des filières porteuses ?
- Que faire pour prévenir la vulnérabilité (vulnérabilité socioéconomique et vulnérabilité à la crise) des jeunes et en lien avec les opportunités économiques de leurs régions respectives ?

4. RESULTATS ATTENDUS

- Les facteurs de vulnérabilité qui affectent les jeunes de Gao et Tombouctou sont identifiés ;
- Les différentes catégories socioéconomiques des jeunes sont identifiées ;
- Les dynamiques locales entre les différents groupes sociaux sont analysées ;
- L'impact de ces dynamiques locales sur les jeunes est analysé et explicité ;
- Les besoins et les attentes des jeunes sont identifiés et analysés ;
- Des recommandations, des propositions de réponse aux besoins et attentes des jeunes sont formulées ;
- La réflexion sur le ciblage des bénéficiaires du projet est nourrie des résultats de l'étude ;
- Cette étude permet l'identification des communes d'intervention du projet.

5. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

- **Recherche documentaire** : passer en revue les études et les rapports existants disponibles sur la vulnérabilité de la jeunesse au Mali, spécifiquement dans les régions d'étude, et sur les filières porteuses ; analyse des rapports d'autres opérateurs et PTFs ayant appuyé des interventions au bénéfice de la jeunesse et des opportunités économiques dans les zones du projet ; l'AFD pourra être mobilisée au besoin pour l'obtention de tels rapports ou analyses auprès de certains partenaires ;
- **Réunion de cadrage avec le Consultant** : Le consultant retenu recueillera le maximum d'informations sur les attentes de l'étude, les TDR et les orientations stratégiques du projet. Au terme de cette rencontre de cadrage avec l'équipe HI et son partenaire ENDA Mali (projet et techniques), la démarche méthodologique sera affinée et détaillée ainsi que les communes retenues pour l'étude. A l'issue de cette réunion de cadrage, un rapport de démarrage décrivant l'approche méthodologique finale sera élaboré par le consultant et soumis à HI et son partenaire ENDA Mali pour validation ;
- **Phase terrain** :
 - Préparer les différents outils de collecte des données (questionnaires, guides d'entretien, maquette de saisie des données, etc.) ;
 - Les données primaires à collecter se baseront sur : (i) des enquêtes quantitatives prenant en compte des indicateurs qualitatifs mais quantifiables ; (ii) complétées par des focus groups pour des analyses plus qualitatives approfondies. La méthodologie d'échantillonnage représentatif des jeunes sera définie en accord avec le consultant lors de la période de démarrage.
 - La collecte des données via enquêtes, entretiens individuels et focus groups impliquera la jeunesse des zones cibles, les représentants de la jeunesse des zones, les différents groupes sociaux au niveau local, les autorités locales et régionales (y compris les leaders traditionnels,

les services techniques en lien avec la jeunesse et la promotion de l'emploi des jeunes), les OSC (y compris les organisations des personnes handicapées (OPH), les OSC travaillant également sur les enjeux de genre, autonomisation des filles/promotion du droit des femmes et de l'égalité de genre) et les autres parties prenantes (les projets et programmes principaux, les ONGs, ..., les acteurs de formation et d'insertion professionnelle dans les régions respectives impliqués dans les questions de jeunesse (FAFPA, APEJ, Swiss Contact, ANPE, ...)).

- **Atelier de restitution** : un atelier de restitution sera organisé par le Consultant avec toutes les parties prenantes du projet (y compris le partenaire ENDA Mali, les collectivités territoriales, les associations de jeunes et de femmes, les services techniques de l'Etat, les organisations internationales et nationales, etc.). Le Consultant préparera une synthèse des résultats préliminaires à présenter sous PowerPoint lors de l'atelier. Le Consultant intégrera les coûts de l'atelier de restitution dans sa proposition financière ;
- Un rapport provisoire sera produit après analyse et synthèse des données et informations et après l'atelier de restitution. Ce rapport provisoire (V1) sera soumis à l'équipe de projet pour requérir les observations et commentaires collectés au cours d'une rencontre de restitution. Ces observations et commentaires seront pris en compte pour produire un rapport final transmis à HI et son partenaire ENDA Mali pour validation.

6. CALENDRIER PREVISIONNEL

- 18 janvier 2021 : Démarrage de l'étude ;
- 21 janvier 2021 : Réunion de cadrage ;
- 25 janvier 2021 : Transmission de la proposition pour validation ;
- 27 janvier 2021 : Validation du protocole ;
- 29 janvier 2021 : Présentation des conclusions de la revue documentaire
- Du 1 au 14 février 2021 : Phase de collecte des données sur le terrain ;
- 22 février 2021 : Atelier de restitution des résultats préliminaires ;
- 25 février 2021 : Réception rapport provisoire de l'étude ;
- 2 mars 2021: Inputs sur le rapport provisoire et transmis au Consultant ;
- 5 mars 2021 : Rapport final de l'étude transmis.

7. LES PRODUITS ATTENDUS DE L'ETUDE

Il est attendu de l'étude, les produits suivants :

- Une proposition méthodologique détaillée de l'étude après la réunion de cadrage avec tous les outils de collecte pour validation par l'équipe HI (programme et siège) en incluant le calendrier d'exécution de l'étude, les ressources humaines, l'approche méthodologique (enquêtes quantitatives/qualitatives complétées par des focus groups, échantillonnage représentatif... ;
- Un atelier de présentation de la méthodologie au programme HI Mali (y compris le siège) pour validation ;
- Une revue de littérature ;
- Un atelier de restitution sera organisé avec toutes les parties prenantes du projet (y compris les collectivités territoriales, les leaders traditionnels, les associations de jeunes et de femmes, les services techniques de l'Etat, les organisations internationales et nationales, etc.) ;
- Un rapport provisoire de l'étude à transmettre à l'équipe HI et son partenaire ENDA Mali pour apporter les observations/commentaires ;

- Un rapport final de l'étude après analyse et prise en compte des observations et commentaires transmis par HI et son partenaire ENDA Mali ;
- Une remise des données brutes (BDD) à HI ;
- Un résumé de la revue documentaire avec le listing des ouvrages consultés/liens internet.

8. LANGUE DE PRODUCTION DES DOCUMENTS

Tous les documents à disposer par le consultant(e) devront être en langue française ;

9. LIEUX DE L'ETUDE :

L'étude se déroulera au total dans quatre (4) cercles, deux (2) cercles dans la région de Tombouctou (**Tombouctou et Gourma Rharous**) et deux (2) cercles dans la région de Gao (**Gao et Bourem**).

10. PLAN DE TRAVAIL DE L'ETUDE

L'étude sera conduite pendant la phase de démarrage du projet, de janvier à mars 2021 pour une durée de trente-cinq (35) jours. La durée de l'étude ne pourra excéder quarante (40) jours (y compris le temps de conception, collecte et traitement de données, la tenue des ateliers de restitution et la remise et validation du rapport final de l'étude). Le consultant proposera un plan de travail en faisant ressortir les activités à réaliser et les délais d'exécution.

11. ROLES ET RESPONSABILITES

Le consultant aura la responsabilité de l'organisation générale (logistique, matériel et ressources humaines, transport, sécurité) et de la supervision de l'étude pendant toute sa durée.

HI :

- Signature du contrat avec le ou la consultant (e) ;
- Accueil et briefing du consultant ;
- Remise au consultant du document du projet ;
- Introduction du Consultant aux autorités des zones d'intervention à Tombouctou et Gao.

Consultant :

- Proposition d'une offre technique et financière ;
- Supervision technique et pilotage de l'étude (adaptation des outils au contexte, participation à la collecte des données, vérification de la qualité des données collectées, analyse des données, etc.) ;
- Formation technique de l'équipe d'enquête ;
- Respecter les standards de conduite d'étude d'HI (consentement des personnes enquêtées, confidentialité, traitement digne, impartialité, etc.) ;
- Soumission des livrables prévus dans le cadre de cette consultance.

12. COMPOSITION DE L'EQUIPE

8.1. Profil du consultant

Le bureau de consultance (au moins le responsable de l'étude) devra répondre cumulativement aux critères ci-après :

- Justifier d'un bon niveau académique avec au minimum un diplôme universitaire supérieur (Master of Science) pertinent dans les domaines d'expertise souhaités tels que les sciences sociales (Sociologie, Anthropologie...), l'économie rurale, ou tout autre domaine pertinent ;
- Etre un bureau d'étude reconnu ou consultant indépendant expérimenté (documents administratifs à jour) ;
- Expérience confirmée (5-10 ans) dans la conduite d'études similaires, surtout les études de vulnérabilité ;
- Parfaite maîtrise du contexte malien et des enjeux liés à la jeunesse et aux conflits ;
- Avoir une très bonne connaissance de la zone de l'étude (région de Tombouctou et Gao) ;
- Expériences de travail préalable avec une ONG internationale (avec HI sera un atout) ;
- Être capable de se déplacer sur le site de collecte des données ;
- Excellentes capacités d'analyse et de synthèse ;
- Excellentes capacités de rédaction et de communication en Français ;
- Flexibilité et être capable d'adapter sa méthodologie selon l'évolution du contexte ;
- Proactif, être force de proposition ;
- Respect des délais ;
- Qualités de facilitation et de travail en équipe.

13. MODALITE DE DEPOT DES CANDIDATURES

11.1 Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre :

- Une lettre de soumission des offres ;
- Une offre technique dans laquelle sa compréhension des TDR et la démarche méthodologique, le calendrier de l'étude, les ressources humaines dédiées seront bien explicitées et une offre financière qui tient compte de tous ses coûts de prestation en TTC. Le consultant sélectionné partagera les outils de collecte d'information (guide d'entretien, questionnaire, etc.). Cette offre technique doit inclure pour tout membre qualifié de l'équipe du consultant :
 - Un CV détaillé ;
 - Les copies certifiées conformes des diplômes et attestations de formation et de travail ;
 - Les références ;
- Au moins une copie de contrats de prestations similaires ;
- Copie des attestations de bon achèvement de prestation similaires ;
- Copie de la situation fiscale à jour à la date de clôture des offres (patente 2018, quitus fiscal ou Attestation de TVA) ;
- Une offre financière en F CFA et en TTC.

11.2 Dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature sont à soumettre au plus tard le **15 novembre à 12h00 (UTC)** soit en ligne (courrier électronique) en format PDF à l'adresse suivante : .dos-santos@hi.org et en mettant en copie l'adresse suivante : s.diallo-doumbia@hi.org, ou en copie dure sous plis fermée à l'adresse suivante : Humanité & Inclusion bureau de Bamako, rue 132, porte 982, Badalabougou SEMA, Bamako, Mali.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter les personnes aux adresses suivantes :

- **Gérard-Philippe ILBOUDO**, Spécialiste technique Moyens d'Existence et Insertion Economique : gp.ilboudo@hi.org
- **Sané DIALLO DOUMBIA**, Manager Logistique : s.diallo-doumbia@hi.org